

Cahier des clauses administratives particulières



Intitulé du marché : Fourniture de kits de prélèvement en milieu aquatique d'ADNe spécifiques pour l'inventaire de deux amphibiens exotiques envahissants, la Grenouille taureau (*Lithobates catesbeianus*) et le Xénope lisse (*Xenopus laevis*) et analyse des prélèvements

Maître d'ouvrage : Société Herpétologique de France

Référence du marché : LIFE15 NAT/FR/000864 – A2

Mode de passation : Procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert

Date limite de réception des offres : 20 mars 2017 à 16h

Table des matières

Article 1. Objet du marché	3
Article 2. Décomposition du marché.....	3
2.1. Allotissement.....	3
2.2. Forme du marché	3
Article 3. Obligations du titulaire	3
3.1. Pièces contractuelles.....	3
3.2. Protection de la main d'œuvre.....	3
3.3. Assurances.....	4
Article 4. Délai d'exécution des prestations.....	4
4.1. Prolongation des délais	4
4.2. Suspension d'exécution.....	4
Article 5. Pénalités.....	4
5.1. Pénalités de retard	4
5.2. Lutte contre le travail dissimulé	4
Article 6. Prix et règlement	5
6.1. Contenu des prix	5
6.2. Variation des prix	5
6.3. Dispositions relatives à la sous-traitance	5
6.4. Conditions de règlement.....	5
6.4.1. Rythme des paiements.....	5
6.4.2. Présentation des factures	5
6.4.3. Délai de paiement	5
Article 7. Conditions d'exécution des prestations.....	6
7.1. Utilisation des résultats de l'étude.....	6
7.2. Arrêt de l'exécution des interventions.....	6
Article 8. Garantie	6
Article 9. Résiliation.....	6
Article 10. Litiges et différends.....	7
Article 11. Langue.....	7
Article 12. Dérogations aux documents généraux	7

Article 1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les prestations suivantes :

Fourniture de kits de prélèvement en milieu aquatique d'ADNe spécifiques pour l'inventaire de deux amphibiens exotiques envahissants, la Grenouille taureau (*Lithobates catesbeianus*) et le Xénope lisse (*Xenopus laevis*) et analyse des prélèvements

Article 2. Décomposition du marché

2.1. Allotissement

Le présent marché ne fait l'objet d'allotissement.

2.2. Forme du marché

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

Article 3. Obligations du titulaire

3.1. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et la déclaration de sous-traitance éventuelle ;
- Le bordereau des prix ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009

3.2. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché.

3.3. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 4. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution de la prestation est de 12 mois, à partir de la réception de la notification de marché par le prestataire. Les kits de prélèvement d'ADNe devront impérativement être livrés dans leur totalité au plus tard le 14 avril 2017.

4.1. Prolongation des délais

Une prolongation des délais peut être accordée par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 15-2 du CCAG-PI.

4.2. Suspension d'exécution

Toute observation faite par le titulaire à l'acheteur ou à son représentant, au sujet de l'application du marché ou du déroulement des prestations, ne peut en suspendre l'exécution.

Article 5. Pénalités

5.1. Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, le titulaire subira, par jour de retard, une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxe du marché.

En cas de retard non justifié par le prestataire dans l'exécution du marché, il sera fait application d'une pénalité.

Les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

5.2. Lutte contre le travail dissimulé

Des pénalités seront appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatif à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise.

Le montant de cette pénalité est égal à 8% du montant total du marché et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.

Article 6. Prix et règlement

6.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le marché est traité à prix forfaitaire.

6.2. Variation des prix

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

6.3. Dispositions relatives à la sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, dans les conditions suivantes :

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat remplira un formulaire DC4 (disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-dc1-dc2-dc3-dc4>), et indiquera notamment la nature des prestations sous-traitées et le montant maximum sous-traité par rapport au montant du marché.

6.4. Conditions de règlement

6.4.1. Rythme des paiements

La prestation donne lieu au versement d'un acompte de 30 % à la livraison des kits ADNe, sur présentation d'une facture adressée à l'acheteur sous pli recommandé avec accusé de réception.

Le solde sera versé à la fin de l'exécution du marché sur présentation d'une facture, adressée à l'acheteur sous pli recommandé avec accusé de réception.

6.4.2. Présentation des factures

Dès l'exécution des prestations, la facture correspondante sera adressée à l'acheteur, sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception. Elle devra **obligatoirement** comporter les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du titulaire du marché, l'adresse et, le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- La référence suivante : LIFE15 NAT/FR/000864 – LIFE CROAA ;
- La date d'exécution des services et désignation de la collectivité débitrice ;
- Le décompte des sommes dues : natures des services, prix, le cas échéant, quantités
- Indication des montants HT, TVA et TTC.

6.4.3. Délai de paiement

Les sommes dues seront payées dans le délai global maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'acheteur ; les factures devront être envoyées sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.



Le défaut de paiement dans ces délais fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Toutefois, le délai global de paiement peut être suspendu dans les conditions prévues par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Article 7. Conditions d'exécution des prestations

7.1. Utilisation des résultats de l'étude

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du titulaire en la matière est l'option A telle que définie au chapitre V du CCAG-PI (concession des droits d'utilisation).

L'acheteur peut utiliser librement les résultats de l'étude. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec son autorisation.

7.2. Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 20 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques suivantes :

- Phase 1 : Fourniture des kits de prélèvement d'ADNe spécifiques (Grenouille taureau et Xénope lisse)
- Phase 2 : Analyse des prélèvements
- Phase 3 : Analyse et synthèse des résultats

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

Article 8. Garantie

Par dérogation à l'article 28 du CCAG PI, il n'est pas prévu de garantie.

Article 9. Résiliation

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 33 du CCGA-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 50 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 10. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève l'acheteur.

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75004 Paris

Article 11. Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 12. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux CCAG-PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 4 déroge à l'article 13.1.1 du CCAG-PI
- L'article 5.1 déroge à l'article 14 du CCAG-PI
- L'article 9 déroge à l'article 33 du CCAG-PI